

Investir dans le talent pour une économie canadienne prospère, inclusive et novatrice

Mémoire prébudgétaire de 2019 d'Universités Canada au Comité
permanent des finances de la Chambre des communes



Première recommandation

Investir dans l'apprentissage pratique :

- Étendre les programmes fédéraux d'apprentissage intégré au travail à tous les secteurs et à toutes les disciplines en accordant une attention particulière aux groupes sous-représentés;
- accroître le financement de stages en milieu de travail afin d'appuyer les employeurs, particulièrement les PME, qui offrent des stages pertinents et les entreprises qui souhaitent commencer à le faire;
- tirer parti des initiatives et des programmes fédéraux afin de récompenser les entreprises qui offrent des expériences d'apprentissage intégré au travail;
- accroître les possibilités de stages en milieu de travail dans le secteur public;
- renouveler et améliorer le Programme canadien des accélérateurs et des incubateurs pour favoriser l'apprentissage pratique et l'entrepreneuriat.

Deuxième recommandation

Investir dans l'accès et la réussite des étudiants autochtones :

- Accroître le soutien direct aux étudiants des Premières nations, inuits et métis;
- appuyer les universités dans leurs efforts visant à améliorer les programmes et les partenariats qui favorisent la réussite des étudiants autochtones tout au long de leurs études postsecondaires;
- accroître le financement d'Inspire afin de soutenir les étudiants autochtones de partout au Canada en créant des bourses d'études et de soutien ainsi que des programmes d'études.

Troisième recommandation

Suivant les recommandations du rapport du Comité consultatif sur l'examen du soutien fédéral à la science fondamentale, investir dans les chercheurs de talent :

- Accroître le nombre de bourses d'études et de recherche pour qu'il soit proportionnel au nombre d'inscriptions aux cycles supérieurs qui a augmenté au cours des 10 dernières années;
- ajuster la valeur des bourses et l'harmoniser entre les trois organismes subventionnaires;
- éliminer les restrictions liées à la transférabilité internationale des bourses accordées aux Canadiens;
- accroître le bassin d'étudiants aux cycles supérieurs en élargissant le programme Bourses de recherche de premier cycle du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie aux autres organismes subventionnaires.

Quatrième recommandation

Investir dans l'initiative nationale Expérience internationale Canada afin de permettre à 15 000 étudiants de niveau postsecondaire par année de faire un séjour à l'étranger et d'augmenter ce nombre à 30 000 par année d'ici 10 ans.

Cinquième recommandation

Investir dans des environnements de recherche et d'apprentissage à la fine pointe en accordant des augmentations substantielles et pluriannuelles au Fonds de soutien à la recherche, conformément aux recommandations contenues dans le rapport sur l'examen du soutien fédéral aux sciences.



Pour bâtir un avenir prospère, concurrentiel et inclusif, il faut mobiliser le talent et les compétences de tous les Canadiens. Et les universités canadiennes sont bien placées pour contribuer à réaliser ce projet.

Les progrès technologiques et l'automatisation modifieront radicalement le marché du travail dans lequel évolueront les étudiants d'aujourd'hui. Il est bon de savoir qu'une formation universitaire donne aux étudiants les moyens de réussir dans une économie mondiale en rapide évolution.

Au moment où certains pays se replient sur eux-mêmes, le Canada doit maximiser ses ententes commerciales, en signer de nouvelles, et aider les entreprises canadiennes de toutes tailles ainsi que les jeunes entrepreneurs à réussir. Pour y parvenir, il faut investir dans le talent : offrir aux jeunes la possibilité d'acquérir des compétences mondiales, celles qui s'acquièrent par des séjours d'études à l'étranger, et des expériences d'apprentissage pratique. Les étudiants d'aujourd'hui auront à résoudre des enjeux mondiaux et feront prospérer nos entreprises sur les marchés internationaux en faisant appel à notre meilleure exportation : le génie canadien.

Les universités canadiennes se réjouissent à l'idée de collaborer avec les parlementaires à améliorer la productivité et la compétitivité du pays et ont favorablement accueilli les consultations du Comité permanent des finances sur ce thème.

Des investissements stratégiques sont nécessaires pour faire en sorte que *tous* les Canadiens possèdent les outils dont ils ont besoin pour réaliser leur plein potentiel dans une économie mondiale en évolution.

Comme l'a dit David McKay, président et chef de la direction de la RBC, à Montréal le printemps dernier, « nous devons donner (aux jeunes) l'accès à des ressources comme l'apprentissage à vie, l'infrastructure numérique et les marchés mondiaux. [...] C'est essentiel d'y parvenir, car pour dire franchement, nous risquons de perdre notre avantage concurrentiel. »

Dans son mémoire présenté au Comité des finances en vue du budget de 2019, Universités Canada recommande des investissements dans deux éléments essentiels pour la compétitivité du Canada :

- Des mécanismes de soutien pour les étudiants et pour l'acquisition de compétences de l'avenir
- Des environnements de recherche et d'apprentissage à la fine pointe

Investir dans les compétences de l'avenir donne un avantage concurrentiel au Canada

Le rapport du Conseil consultatif en matière de croissance économique intitulé *Un pays qui apprend : outiller la main-d'œuvre du Canada avec les compétences de l'avenir* insiste sur le fait que des investissements dans la formation permettra à l'économie canadienne de prospérer en présence de l'automatisation et de la numérisation. L'émergence de l'automatisation et de nouvelles possibilités commerciales à l'échelle internationale signalent au Canada qu'il est impératif de faire primer les rapports interpersonnels et les compétences dites « humaines » – la résolution de problèmes et l'intelligence sociale et émotive. Et ce sont précisément ces compétences qu'on acquiert dans les universités canadiennes.

Aujourd'hui, on compte 1,7 million d'étudiants dans les universités canadiennes, dont approximativement 400 000 sont inscrits dans des programmes de formation continue. Les diplômés des universités risquent moins que les autres d'être supplantés par des machines et ils sauront



plus facilement s'adapter à l'avènement de l'automatisation. Alors que la nature même du travail se transforme, les universités adoptent des démarches novatrices pour préparer à la vie professionnelle, comme permettre de se perfectionner ou de se recycler à diverses étapes de sa carrière.

Investir dans l'apprentissage pratique pour former des diplômés prêts à l'emploi

Les intervenants du milieu de l'éducation et du secteur privé, ainsi que les représentants étudiants s'entendent pour dire que les investissements dans l'apprentissage intégré au travail permettent aux étudiants d'acquérir les compétences nécessaires pour bâtir l'économie du Canada. Le récent sondage Abacus de l'Alliance canadienne des associations étudiantes révèle qu'un stage rémunéré dans son domaine d'études représente la meilleure forme d'expérience pour obtenir un emploi dès l'obtention du diplôme.

Aujourd'hui plus de 56 pour cent des étudiants universitaires canadiens au premier cycle prennent part à des expériences d'apprentissage pratique dans le cadre de stages rémunérés et de programmes d'études coopératifs, ou de projets de recherche et d'apprentissage par le service. Les incubateurs et les accélérateurs appuient aussi l'apprentissage pratique.

Il faut toutefois faire davantage. Universités Canada convient avec la Table ronde du milieu des affaires et de l'enseignement supérieur que 100 pour cent des étudiants de niveau postsecondaire doivent avoir accès à des expériences d'apprentissage intégré au travail.

Le gouvernement fédéral joue un rôle important dans l'atteinte de cet objectif. Bien que les investissements accordés à MITACS et au Programme d'apprentissage intégré en milieu de travail pour étudiants représentent un pas important, le Programme ne s'adresse qu'aux étudiants en sciences, en technologie, en génie et en mathématiques (STGM), alors que la moitié des étudiants au premier cycle poursuivent des études en sciences humaines. Le Canada ne peut se permettre de négliger 50 pour cent de son talent. De plus, même si le Programme incite les employeurs à recruter des membres des groupes sous-représentés, ces étudiants demeurent moins nombreux dans les disciplines des STGM. Élargir le Programme d'apprentissage intégré en milieu de travail pour y inclure toutes les disciplines – et le secteur à but non lucratif – permettrait à un plus grand nombre d'étudiants issus de groupes sous-représentés d'en bénéficier, sans égard à leur domaine d'études.

En outre, les entreprises canadiennes accusent du retard par rapport à leurs concurrents étrangers en matière de partenariats avec le milieu de l'enseignement supérieur. Le budget de 2019 devrait offrir des mesures incitant les entreprises – particulièrement les petites et moyennes entreprises (PME) – à créer des partenariats avec les établissements postsecondaires à offrir des stages en milieu de travail. Il pourrait aussi tirer parti des programmes fédéraux existants pour accroître les possibilités de stages, y compris dans le secteur public. De tels partenariats pourraient aussi contribuer à accroître les réseaux et la capacité des PME à exporter.

Investir dans l'accès et la réussite des étudiants autochtones

Pour maintenir sa compétitivité sur la scène internationale, le Canada devra respecter l'impératif d'inclusion en renouvelant sa relation avec les peuples autochtones. Il est essentiel d'établir des partenariats avec les peuples autochtones, qui connaissent la croissance démographique la plus prononcée au Canada, afin d'obtenir une participation significative à l'économie canadienne. Les investissements dans la formation des Autochtones pourront ainsi bénéficier à des collectivités entières et à l'ensemble du pays pendant plusieurs générations.



Les étudiants autochtones veulent de plus en plus avoir la possibilité de faire des études postsecondaires – 49 pour cent des 25 à 64 ans possèdent aujourd’hui un diplôme d’études postsecondaire. Comparativement à la population non autochtone, il demeure un écart important, particulièrement pour les études universitaires : 10,9 pour cent de la population autochtone possèdent un diplôme universitaire comparativement à 29,3 pour cent de la population non autochtone du même groupe d’âge.

Universités Canada a contribué à l’examen fédéral des programmes d’éducation postsecondaire à l’intention des étudiants autochtones dirigé par le ministère des Services aux Autochtones, prévu dans le budget de 2018. Selon les résultats de cet examen, il est essentiel que le budget de 2019 consacre des sommes à l’EPS des Autochtones par l’entremise de l’aide financière directe aux étudiants, des programmes universitaires et d’Inspire.

Former des diplômés hautement compétents

Alors que le Canada tente d’élargir son bassin de personnel diversifié, hautement qualifié et disponible pour participer à l’entreprise de recherche et d’innovation, et renforcer ainsi la compétitivité du Canada sur la scène internationale, il est impératif d’accroître les investissements dans les subventions de recherche.

Grâce à des bourses d’études et de recherche, les jeunes chercheurs en formation sont en contact avec des collègues du monde entier : ils acquièrent des compétences en leadership, en travail d’équipe et en gestion de projet, et ils apprennent à communiquer leurs travaux de recherche de manière efficace. Investir dans la recherche aux cycles supérieurs permet aussi aux jeunes chercheurs d’acquérir d’excellentes compétences en entrepreneuriat : selon un récent sondage Start-up Canada, 24 pour cent des entrepreneurs canadiens possèdent un diplôme d’études supérieures. Comme le tiers des titulaires d’un doctorat sont voués à une carrière universitaire et les deux tiers à une carrière dans l’économie en général, le Canada doit investir davantage dans les subventions afin d’accroître ce bassin de talents hautement qualifiés.

Les universités canadiennes ont accueilli très favorablement les investissements substantiels et pluriannuels consentis à la recherche fondamentale dans le budget de 2018. Il sera donc prioritaire que le budget de 2019 donne suite au précédent qui prévoyait un examen obligatoire du Programme de bourses d’études supérieures et aux recommandations du rapport sur l’examen du soutien fédéral aux sciences en investissant dans les bourses d’études et de recherche aux cycles supérieurs. Le nombre de bourses n’a pas augmenté au même rythme que les inscriptions aux cycles supérieurs, et la valeur de plusieurs d’entre elles est restée inchangée au fil des ans. En outre, certaines restrictions liées à la transférabilité internationale de ces bourses nuisent à la collaboration internationale en matière de recherche.

Investir dans l’initiative Le monde à votre portée

À une époque marquée par la fermeture des frontières et des esprits, offrir des possibilités d’études à l’étranger n’est pas une option, c’est une obligation. En plus de sensibiliser à diverses cultures, la mobilité internationale permet aux étudiants d’acquérir des compétences essentielles touchant la résolution de problèmes, la communication, la résilience et l’adaptabilité, qui sont si prisées par les employeurs dans un contexte de mondialisation croissante. Voilà l’appel urgent que lance le rapport phare *Éducation mondiale pour les Canadiens* préparé par le Groupe d’étude sur l’éducation mondiale qui soutient : « Si le Canada doit se démarquer dans un monde en constante évolution et de plus en plus interconnecté, la prochaine génération de chefs de file aura besoin de l’expérience

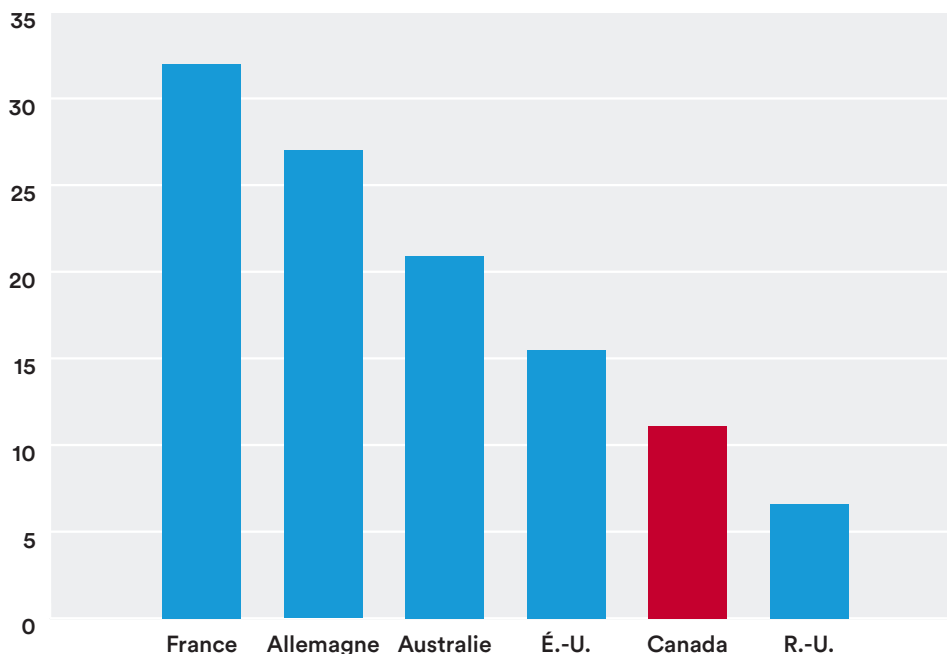


et des relations qui lui permettront d'œuvrer sur la scène internationale. » La formation d'étudiants possédant des compétences internationales permettra d'accroître la participation des PME canadiennes par l'entremise de jeunes entrepreneurs et travailleurs qui tireront parti de leurs relations et de leurs réseaux internationaux pour stimuler la croissance des entreprises.

La mobilité étudiante à l'étranger joue aussi un rôle très important d'égalisateur social et économique en créant de nouvelles perspectives économiques pour les étudiants issus de groupes moins favorisés. L'éducation internationale ne se limite pas à améliorer les résultats scolaires, mais elle favorise aussi le taux d'embauche chez les diplômés – et c'est particulièrement vrai pour les étudiants issus de milieux moins favorisés. Pour ces raisons, il est impératif de cibler les investissements consentis à l'éducation internationale en fonction des besoins spéciaux des étudiants issus des groupes sous-représentés.

L'Union européenne, l'Australie et les États-Unis ont investi dans la mobilité étudiante à l'étranger, établissant des cibles audacieuses dans leurs stratégies de mobilité à l'étranger. Le Canada n'a aucun plan d'action en matière de mobilité étudiante, et notre pays accuse du retard par rapport à ses principaux concurrents. **Seuls 11 pour cent** des étudiants canadiens – principalement ceux qui en ont les moyens – participent à une expérience d'apprentissage à l'étranger pendant leurs études au premier cycle. En outre, malgré le fait que la dynamique de la croissance économique mondiale change – ainsi que les perspectives commerciales – la majorité des étudiants canadiens continuent de choisir des destinations étrangères traditionnelles comme le Royaume-Uni et l'Europe. Or, pour diversifier ses relations commerciales, le Canada devrait accroître le nombre d'étudiants qui font des séjours d'études à l'étranger et en inciter davantage à se rendre dans les économies à croissance rapide.

POURCENTAGE D'ÉTUDIANTS DE PREMIER CYCLE QUI FONT UN SÉJOUR À L'ÉTRANGER PENDANT LEURS ÉTUDES



Source : Groupe d'étude sur l'éducation mondiale (2017)



Afin de préparer les jeunes Canadiens à livrer concurrence à leurs pairs étrangers et à se créer de précieux réseaux internationaux, le Canada devrait, comme le recommande le rapport *Éducation mondiale pour les Canadiens*, établir comme objectif de permettre à 25 pour cent de tous les étudiants de niveau postsecondaire de faire un séjour à l'étranger, et investir dans l'initiative nationale Expérience internationale Canada.

Investir dans des environnements de recherche et d'apprentissage à la fine pointe

Les universités canadiennes sont reconnaissantes des investissements consentis à la recherche fondamentale et aux chercheurs dans le budget de 2018, y compris dans le Fonds de soutien à la recherche. Pour donner suite à ces investissements, du soutien supplémentaire pour les coûts de la recherche engagés par les établissements doit être accordé dans le budget de 2019 afin de maximiser le financement nouveau et existant alloué aux chercheurs, et améliorer l'environnement d'apprentissage et de découverte pour les étudiants et les chercheurs en début de carrière de l'ensemble du Canada. Aujourd'hui, 50 pour cent des étudiants travaillent auprès de chercheurs chevronnés pendant leurs études au premier cycle. Le Fonds de soutien à la recherche sert à embaucher des directeurs et des techniciens de laboratoire compétents et permet aux étudiants comme aux chercheurs de travailler dans des laboratoires de recherche modernes et à la fine pointe. Ce fonds aide aussi à commercialiser les découvertes.

L'examen du soutien fédéral aux sciences a présenté un argument convaincant en faveur du financement du Fonds de soutien à la recherche : Si la recherche et l'innovation permettent au Canada de se distinguer dans une économie mondiale de plus en plus concurrentielle, les investissements couvrant la totalité des coûts de la recherche permettront aux universités de livrer concurrence sur la scène internationale.

Conclusion

Alors que nous assistons à des changements mondiaux sans précédent, le Canada a besoin d'investir stratégiquement dans les compétences de l'avenir. Comme le rapport *Humains recherchés* de la RBC le décrit, l'économie des compétences de l'avenir est « une main-d'œuvre mobile et compétente qui ne cesse jamais d'apprendre, de suivre des formations et de mettre à niveau ses aptitudes pour s'adapter aux nouvelles exigences d'un monde en constante évolution. »

C'est en ayant la ferme intention d'investir dans l'apprentissage par l'expérience inclusif et international, la réussite des étudiants autochtones, ainsi que dans la prochaine génération de chercheurs et les environnements de recherche et d'apprentissage à la fine pointe que le Canada acquerra la capacité de livrer concurrence sur la scène mondiale.

Renseignements :

Pari Johnston

Vice-présidente, Politiques
et affaires publiques

pjohnston@univcan.ca